

À Paris, le 5 avril 2018, rencontre-débat : Bédouins d'Israël et Palestiniens de Cisjordanie, même combat ?

Description

Rencontre-débat organisée par l'UJFP et modérée par Irène Steinert :

- Professeur Avner Ben Amos, membre du conseil d'administration du Forum pour la coexistence et l'égalité des droits dans le Néguev. Il interviendra sur l'histoire et la situation des Palestiniens d'Israël depuis 1948 et plus spécifiquement sur celle des Bédouins du Néguev.
- Aziz Al Turi, habitant d'Al-Araqib militant pour les droits civils des Bédouins, racontera l'histoire de la résistance pacifique du village d'Al-Araqib; son fils Saïd parlera de sa vision des perspectives des jeunes.
Al-Araqib est à nous, nous n'abandonnerons jamais notre cimetière qui date de 1905, nos puits et nos terres, l'essence de ce qui fait de nous des Bédouins
- Dima Al Arqan, diplomate au ministère palestinien des Affaires étrangères et des Expatriés, interviendra sur la situation actuelle en Cisjordanie et la politique de colonisation et d'expropriation des terres et de l'eau et les arrestations quotidiennes y compris de jeunes et enfants menacent le destin des Palestiniens.

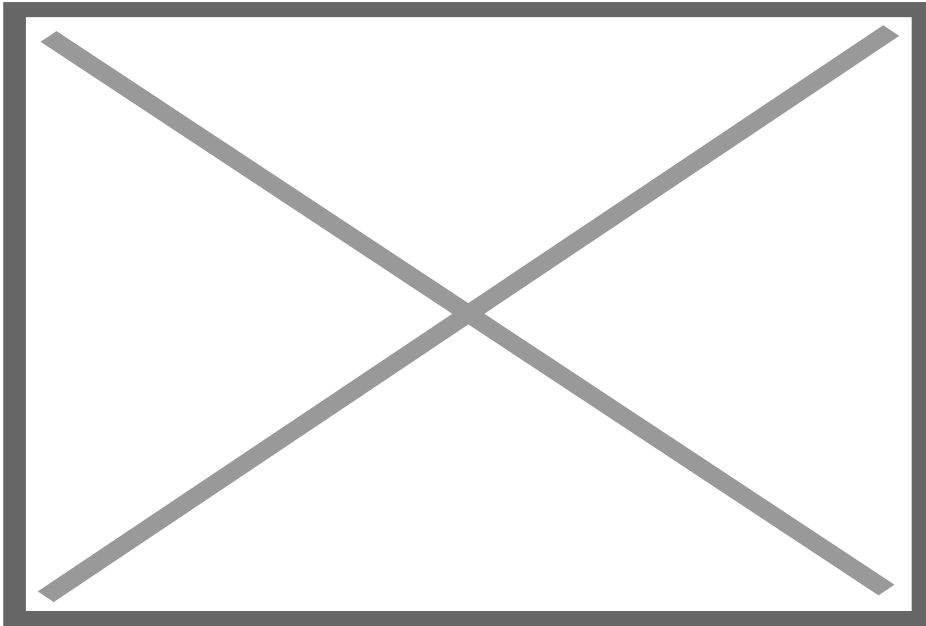
Le 5 avril 2018 à 19h30

CICP (Centre International de Culture Populaire)

21ter rue Voltaire, 75011 Paris

(métro rue des Boulets ou Nation)

PAF 5€ - reversée aux Bédouins d'Al Araqib en soutien à leur résistance pacifique



90% des Bédouins qui peuplaient le Néguev, l'actuelle quasi-désertique qui couvre la moitié de l'Etat d'Israël, ont été chassés pendant la guerre de 1948. Dès 1951 l'Etat d'Israël mènera dans le Néguev une politique d'expropriation puis urbanisation systématique qui conduit 110 000 Bédouins à vivre dans des « villes de regroupement ». Toutefois 90 000 autres continuent à mener leur existence pastorale dans une cinquantaine de villages manquant de toute infrastructure et ne sont raccordés à l'eau, ni à l'électricité. 36 de ceux-ci sont même « non-reconnus » par l'Etat d'Israël et n'existent sur aucune carte ! Bien qu'il existait déjà sous l'Empire ottoman, Al-Araqib n'est pas « reconnu ». Depuis juillet 2010 le village a été rasé 125 fois mais ses habitants résistent et ont été condamnés à payer les frais de démolition de leurs maisons, constructions et terres ! Et en décembre Sheikh Sayah Al-Turi a été condamné à 10 mois de prison pour « envahissement » de sa propre terre !

Source : [UJFP](#)

date création
2018/03/29